

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Epreuves du concours d'admission dans les sections préparatoires à la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 45-437 du 17 mars 1945 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive, modifié par le décret du 14 avril 1950 et les décrets n° 51-54 du 13 janvier 1951 et n° 52-777 du 1^{er} juillet 1952;

Vu l'arrêté modifié du 30 juillet 1951 relatif au concours d'admission dans les sections préparatoires à la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive;

Vu le décret n° 72-697 du 28 juillet 1972 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs;

Vu l'arrêté du 20 février 1962, modifié par l'arrêté du 14 février 1964, fixant la nature des épreuves du concours d'admission dans les sections préparatoires à la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les épreuves du concours d'admission dans les sections préparatoires à la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive comportent :

Des épreuves physiques (épreuves imposées et épreuves à option), pour les candidats déclarés admissibles après les épreuves physiques;

Une épreuve écrite : composition française;

Un entretien avec le jury.

Art. 2. — Les épreuves physiques comprennent :

1° Des épreuves physiques générales imposées (coefficient 4) :

	Coefficient.
1. Athlétisme	1
2. Natation	1
3. Gymnastique sportive	1
4. Sports collectifs	1

2° Une épreuve physique à option (coefficient 4).

Les candidats choisissent leur option dans l'un des trois groupes ci-dessous :

En ce qui concerne les jeunes gens :

Groupe A : Athlétisme, Natation, Gymnastique sportive et Sports de combat.

Groupe B : Basket-ball, Handball, Volley-ball, Football et Rugby.

Groupe C : Voile, Canoë-kayak, Ski alpin, Ski nordique, Escalade, Tennis, Escrime et Aviron.

En ce qui concerne les jeunes filles :

Groupe A : Athlétisme, Natation, Gymnastique sportive, Gymnastique moderne et Danse.

Groupe B : Basket-ball, Handball et Volley-ball.

Groupe C : Voile, Canoë-kayak, Ski alpin, Ski nordique, Tennis, Escrime et Aviron.

La liste des options ainsi que celle des centres de formation dans lesquels les candidats devront se présenter en fonction de l'option choisie seront établies chaque année par le ministre chargé de la jeunesse et des sports et publiées avant la date d'ouverture des inscriptions.

Art. 3. — Les modalités des épreuves physiques sont fixées comme suit :

1° Epreuves physiques générales imposées.

1. Athlétisme : deux épreuves choisies par les candidats parmi les groupes :

Course : pour les jeunes gens, 100 mètres ou 1500 mètres; pour les jeunes filles, 100 mètres ou 800 mètres.

Saut en hauteur.

Lancer : pour les jeunes gens, poids de 6 kg; pour les jeunes filles, poids de 4 kg.

Le candidat ou la candidate ayant choisi l'option Athlétisme prendra obligatoirement les deux épreuves dans les deux groupes autres que celui de son option.

2. Natation : parcours chronométré de 50 mètres, style au choix du candidat ou de la candidate parmi : dos, brasse, libre et papillon. Le candidat ou la candidate ayant choisi l'option Natation subira l'épreuve obligatoire dans un style différent de celui de son option.

3. Gymnastique sportive :

L'épreuve imposée consistera en un enchaînement au sol, exercice libre d'une durée maximum de deux minutes.

4. Sports collectifs :

Les candidats seront examinés en situation de jeu dans le sport collectif de leur choix pris parmi :

Pour les jeunes gens : basket-ball, handball, volley-ball, football et rugby;

Pour les jeunes filles : basket-ball, handball et volley-ball.

Le candidat ou la candidate ayant choisi l'option Sports collectifs subira l'épreuve obligatoire dans une spécialité différente de celle de son option.

2° Epreuve physique à option.

Groupe A.

a) Athlétisme. — Une épreuve au choix du candidat parmi les spécialités suivantes :

Pour les jeunes gens : course 100 mètres, 400 mètres, 1.500 mètres et 110 mètres haies; saut en hauteur; saut en longueur; saut à la perche; lancer du poids (6 kg); lancer du disque et lancer du javelot.

Pour les jeunes filles : course 100 mètres et 100 mètres haies; saut en hauteur; saut en longueur et lancer du poids (4 kg).

b) Natation. — Un parcours chronométré, distance et style au choix du candidat ou de la candidate, pris parmi les épreuves suivantes : nage libre : 100 mètres, 200 mètres et 800 mètres; dos : 100 mètres et 200 mètres; brasse : 100 mètres et 200 mètres; papillon : 100 mètres et 200 mètres; quatre nages : 200 mètres.

c) Gymnastique sportive. — Un exercice libre à un appareil au choix du candidat parmi :

Pour les jeunes gens : barre fixe, barres parallèles, anneaux et cheval d'arçon, saut de cheval (cheval sautoir).

Pour les jeunes filles : barres asymétriques, poutre et saut de cheval (cheval sautoir).

Pour les jeunes gens :

d) Sports de combat. — Démonstration ou assaut dans l'une des spécialités suivantes : judo, lutte libre, lutte gréco-romaine et boxe anglaise.

Pour les jeunes filles :

e) Gymnastique moderne. — Exécution d'un enchaînement libre avec engins suivants au choix : corde, cerceau, ballon et ruban. Accompagnement musical à prévoir par la candidate. (Durée de l'enchaînement : une minute trente à deux minutes.)

f) Danse : composition personnelle sur un thème au choix de la candidate.

Accompagnement musical à prévoir par la candidate. (Durée de la présentation : une à trois minutes.)

Groupe B.

Les candidats seront examinés en situation de jeu dans le sport collectif de leur choix pris parmi :

Pour les jeunes gens : basket-ball, handball, volley-ball, football et rugby.

Pour les jeunes filles : basket-ball, handball et volley-ball.

Groupe C.

Les candidats devront faire la preuve de leur niveau technique en démonstration, parcours ou activité en situation dans l'une des spécialités suivantes :

a) Voile. — Un parcours de régate.

b) Canoë-kayak. — Démonstration ou parcours.

c) Ski alpin. — Descente libre de 150 mètres de dénivellation minimum.

d) Ski nordique. — Pour les jeunes gens :

Fond :

1° Démonstration sur un parcours varié dans un temps limité (longueur : 0,500 km à 1 km);

2° Démonstration technique du pas alternatif;

3° Contrôle d'endurance : parcours de 3 à 5 km avec repères chronométrés.

Saut :

Contrôle de pratique : deux sauts (tremplin de 20 m);

Pour les jeunes filles, mêmes épreuves que ci-dessus, moins l'épreuve de saut.

e) Escalade. — Pour les jeunes gens : passage de difficultés 3 à 4 et rappel de 15 mètres; ces tests se dérouleront avec assurance; pour les jeunes filles, pas d'épreuve d'escalade.

f) Tennis. — Démonstration en jeu (simple).

g) Escrime. — Pour les jeunes gens, un assaut, arme au choix du candidat; pour les jeunes filles, un assaut au fleuret.

h) Aviron. — Démonstration et parcours.

Art. 4. — Le jury établit la liste d'admissibilité.

Art. 5. — Les épreuves d'admission comprennent :

1° Une épreuve écrite : composition française permettant d'apprécier l'aptitude à s'exprimer des candidats, l'intérêt qu'ils portent aux questions générales ayant trait à la jeunesse, aux activités sportives, à l'organisation des loisirs. Cette épreuve est notée de 0 à 20 (coefficient 4 ; durée : trois heures).

Toute note égale ou inférieure à 7 sur 20 est éliminatoire après délibération du jury.

2° Un entretien avec le jury (coefficient 2 ; durée : vingt minutes). Cet entretien porte sur l'activité du candidat dans le domaine sportif, ainsi que dans le domaine socio-éducatif : fédérations, ligues, clubs, A.S.S.U., colonies de vacances, maisons de jeunes, foyers socio-éducatifs, mouvements de jeunesse notamment.

Le candidat peut présenter au jury toutes pièces attestant de ses activités soit comme pratiquant, soit comme animateur.

Art. 6. — Les barèmes des épreuves physiques cotées feront l'objet d'un arrêté particulier.

Art. 7. — Le classement des candidats en vue de leur admission dans l'établissement où ils ont demandé leur inscription est établi, par ordre de mérite, en considération du nombre de places offertes par cet établissement dans chacune des options ouvertes annuellement.

Art. 8. — Le jury est présidé par le chef de l'établissement. Les membres du jury sont désignés par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs sur proposition du chef de l'établissement.

Art. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté et notamment l'arrêté modifié du 20 février 1962 susvisé.

Art. 10. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter de la session 1973.

Fait à Paris, le 13 novembre 1972.

JOSEPH COMITI.

MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

Commissariat de la marine.

Par décision du ministre d'Etat chargé de la défense nationale en date du 14 novembre 1972, M. l'officier d'administration de la marine (branche Comptables des matières) Peyrot (J.-C.-A.-M.) a été inscrit sur la liste d'admissibilité au grade de commissaire principal de la marine.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décrets portant détachement de magistrats.

Par décret du Président de la République en date du 28 novembre 1972, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, M. Henri Vray, vice-président au tribunal de grande instance de Sarreguemines, est placé en position de détachement auprès du ministère des affaires étrangères (secrétariat d'Etat aux affaires étrangères, chargé de la coopération) pour une durée maximale de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 1972, afin d'être mis à la disposition de la République du Niger.

Par décret du Président de la République en date du 28 novembre 1972, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, M. Raoul Garanger, conseiller à la cour d'appel d'Aix-en-Provence, est placé en position de détachement auprès du ministère des affaires étrangères afin d'exercer les fonctions de conseiller à la cour d'appel de Monaco, pour une période de quatre ans à compter du 8 novembre 1972.

Décret portant nomination de magistrats.

Par décret du Président de la République en date du 29 novembre 1972 :

M. Barguet (Jean-Albert-Ferdinand-Hubert), avocat, ancien bâtonnier, est nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Rodez, en remplacement de M. Pegurier, qui a été nommé juge audit tribunal, chargé du service du tribunal d'instance de Villefranche-de-Rouergue.

M. Lamoine (Pierre-Gaston-Antoine), officier, licencié en droit, est nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer, en remplacement de M. Grimaldi, qui a été nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Evry-Corbeil.

M. Becquet (Paul-Amédée-Victor), fonctionnaire, licencié en droit, est nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance du Havre, en remplacement de M. Patureau, qui a été nommé substitut à l'administration centrale du ministère de la justice (second grade, premier groupe).

M. Bihl (Marcel-André), officier, licencié en droit, est nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Sarreguemines, en remplacement de Mlle Blanc-Quintel, qui a été nommée substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse.

Officiers publics et ministériels.

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 27 novembre 1972, est nommé :

M. Castres (Jean-François-Marie-Daniel) : avoué près la cour d'appel de Rennes (Ille-et-Vilaine), en remplacement de M. Lejeune (Pierre-Edouard-Marie), démissionnaire.

Décisions de justice.

OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS

D'un jugement rendu le 13 septembre 1972 par le tribunal de grande instance de Brive (Corrèze), statuant contradictoirement en matière disciplinaire, il appert que M^r Jean-Paul-Marie-Joseph Combe, notaire à la résidence d'Ayen (Corrèze), a été condamné à la peine de la destitution.

Par jugement du 13 novembre 1972, le tribunal de grande instance de Fort-de-France statuant en matière disciplinaire a prononcé contre M^r Theobald (Georges), huissier de justice à Marin (Martinique), la peine de la destitution.

M^r Clairvoyant (Félix), huissier à Fort-de-France, a été commis pour administrer l'office.

Par jugement rendu le 14 novembre 1972 par le tribunal de grande instance d'Angers statuant contradictoirement en matière disciplinaire, l'exercice de ses fonctions a été interdit temporairement à M^r Laforest (Jean), notaire à Angers.

M^r Sabot (Pierre), notaire associé à Angers, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de l'office.

D'un jugement rendu le 21 novembre 1972 par le tribunal de grande instance de Dole (Jura), l'exercice de ses fonctions a été interdit temporairement à M^r Louvrier (Jean-Emile-Eugène), notaire à Nozeroy (Jura).

Liste d'admission

à l'examen d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes.

Les candidats dont les noms suivent sont déclarés admis à l'examen d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes :

MM. Audouy (Henri).	MM. Guyot (Bernard).
Bary (François).	Lartigue (Claude).
Besnard (Louis).	Lossier (Yves).
Catanzariti (Hervé).	Mauriot (Jean-Marie).
Colombet (Jean-Luc).	Orgiazzi (André).
Courtin (Alain).	Pons (Francis).
Etieue (Daniel).	Pouhquen (Hervé).
Gateau (Alain).	Ramadier (Jean-Paul).
Gloor (Yvon).	Van Den Bossche (Joël).

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret portant nomination d'un consul général de France à São Paulo.

Par décret du Président de la République en date du 28 novembre 1972, M. Michel de Camaret, ministre plénipotentiaire de 2^e classe, 1^{er} échelon, en mission à l'administration centrale, est nommé consul général de France à São Paulo, en remplacement de M. Gabriel Rosaz.